

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2010 — 1821

[C — 2010/31252]

- 10 DECEMBRE 2009.** — Arrêté 2009/724 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la Santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

Le Collège,

Vu le décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;

Vu le décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu le décret du 27 mai 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil tel que modifié par le décret du 6 juillet 2001;

Vu le décret du 5 mars 2009 de la Commission communautaire française relatif à l'offre ambulatoire dans les secteurs de l'action sociale, de la famille et de la santé;

Vu l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu les avis des sections du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé « Services ambulatoires », « Hébergement », « Personnes handicapées » et « Aides et soins à domicile » respectivement donnés les 28 mai, 4, 17 juin et 10 septembre 2009;

Vu l'avis du Comité tripartite du secteur de l'insertion socioprofessionnelle à Bruxelles, donné le 3 juin 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis 46.940/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Président du Collège en charge du Budget, de la Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille et du Membre du Collège en charge de la Politique de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. L'annexe II NM « Tableau des échelles barémiques de références pour les fonctions subventionnées » et l'annexe III NM « Fonctions subventionnées par secteur - diplômes requis et conditions d'accès » de l'arrêté du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, sont remplacées par les annexes 1^{re} et 2 jointes au présent arrêté.

Art. 3. Au point 3 de l'annexe IV NM - Reconnaissance et calcul de l'ancienneté - du même arrêté, les mots « les ouvriers et » sont supprimés.

Art. 4. Au point 11, b) de l'annexe V NM - Calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages - du même arrêté, le mot « ouvrier » est remplacé par le mot « technicien ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 6. Le Collège charge le Président du Collège, compétent pour le Budget, et les membres du Collège compétents pour la Politique de la santé, la Formation professionnelle, l'Action sociale, la Famille et la Politique d'Aide aux personnes handicapées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 2009.

Par le Collège :

C. DOULKERIDIS,

Président du Collège en charge du Budget,

B. CEREXHE,

Membre du Collège en charge de la Politique de la santé,

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

E. KIR,

Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille

Annexe 1^{re} à l'arrêté 2009/724 du Collège de la Commission communautaire française du modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle

Annexe II NM - Tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées.

Les diplômes établis avant l'application des Accords de Bologne, sont toujours pris en considération pour valider uniquement les fonctions subventionnées reprises dans cette annexe.

Ainsi, « ESNU » est équivalent au « Bachelier professionnalisateur » et « Universitaire ou Licencié » est équivalent au « Master »

FONCTION	DIPLOME OU QUALIFICATION	ECHELLE BAREMIQUE	
Directeur, coordinateur et sous-directeur	Master	1.80	1
Psychologue, criminologue, kinésithérapeute, sociologue, juriste, sexologue...	Master	1.80	1
Médecin généraliste	Master en médecine	1.80	1
Médecin généraliste pour la politique des handicapés	Master en médecine	22 de la CP 319/2	11
Médecin spécialiste (psychiatre...)	Master en médecine avec spécialisation	1.80	1
Médecin spécialiste (psychiatre...) pour la politique des handicapés	Master en médecine avec spécialisation	23 de la CP 319/2	12
Directeur, coordinateur ou coordinateur pédagogique, sous-directeur, éducateur-chef de groupe	ESNU/Bachelier professionnalisateur ou assimilé	1.78 S 5 de la CP329.02	2
Chef éducateur	ESNU/Bachelier professionnalisateur ou assimilé	1.55/1.61/1.77 (+2 ans)	3
Personnel administratif : Econome, comptable, secrétaire de direction...	ESNU/Bachelier professionnalisateur ou assimilé	1.55/1.61/1.77	4
Educateur classe 1, accompagnateur classe 1 et technicien classe 1; gradué paramédical, assistant social, assistant psychologue, infirmier, infirmier social, responsable de formation et conseiller conjugal classe 1	ESNU/Bachelier professionnalisateur ou assimilé	1.55/1.61/1.77	4
Educateur classe 2, accompagnateur classe 2 et technicien classe 2; infirmier breveté	CESS ou assimilé	1.43/1.55	5
Secrétaire, assistant administratif ou comptable, conseiller conjugal classe 2	CESS ou assimilé	1.39	6
Educateur classe 3, formateur classe 3 et technicien classe 3; aide familial et senior; puéricultrice	6 P ou certificat de formation aide familial ou assimile	1.35	7
Auxiliaire administratif	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)	1.26	9
Educateur classe 4	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)	1.26	9
Technicien chef d'équipe, chef d'équipe	certificat de qualification ou certificat d'apprentissage IFPME	1.40	8
Technicien qualifié, ouvrier qualifié, chauffeur	certificat de qualification ou certificat d'apprentissage IFPME	1.26	9
Technicien, ouvrier et aide ménager	pas d'exigence particulière	1.22	10
Formateur classe 1	ESNU/Bachelier professionnalisateur ou assimilé	4.1 de la CP 329.02	14
Formateur classe 2	CESS ou assimilé	3 de la CP 329.02	13

Vu pour être annexé à l'arrêté 2009/724 de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009.

Par le Collège :

C. DOULKERIDIS,
Président du Collège en charge du Budget,

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Politique de la santé,

Mme E. HUYTEBROECK,
Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

E. KIR,
Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille

Annexe 2 à l'arrêté 2009/724 du Collège de la Commission communautaire française du modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle

Annexe III NM. - Fonctions subventionnées par secteur - diplômes requis et conditions d'accès.

Les diplômes établis avant l'application des Accords de Bologne, sont toujours pris en considération pour valider uniquement les fonctions subventionnées reprises dans cette annexe.

Ainsi, « ESNU » est équivalent au « Bachelier professionnaliste » et « Universitaire ou Licencié » est équivalent au « Master ».

1. Secteur du Planning familial

Fonction d'accueil : toutes les fonctions sauf la fonction administrative

Fonction médicale et gynécologique : master en médecine et en médecine avec spécialisation

Fonction psychologique : master en sciences psychologiques

Fonction sociale : assistant social ou infirmier social ou infirmier spécialisé en santé communautaire : bachelier professionnaliste

Fonction juridique : master en droit

Fonction de conseiller conjugal et de médiation familiale : bachelier professionnaliste ou CESS avec certificat de formation

Fonction administrative : CESS

Fonction sexologique : master en sciences de la famille et de la sexualité

2. Secteur des centres d'action sociale globale

Fonction de coordination : bachelier professionnaliste

Fonction sociale : assistant social ou infirmier social ou infirmier spécialisé en santé communautaire : bachelier professionnaliste

Fonction administrative : CESS

3. Secteur des maisons d'accueil

Fonction de direction : master

Fonction de direction : bachelier professionnaliste à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique avec trois ans d'ancienneté dans le secteur

Assistant social et infirmier : bachelier professionnaliste

Educateur classe 1 : bachelier professionnaliste à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique.

Educateur classe 2 : CESS

Educateur classe 3 : 6 P à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou certificat de formation ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior

Educateur classe 4 : CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

4. Secteur de la Toxicomanie

Médecin généraliste : master en médecine

Psychiatre : master en médecine avec spécialisation ou 3^e, 4^e ou 5^e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.

Secrétariat : CESS

Fonction de gradué : bachelier professionnaliste à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique

Fonction universitaire : master en sciences psychologiques, master en sciences de la famille et de la sexualité, master en sociologie et anthropologie, master en criminologie, master en droit, master en philosophie, master en information et communication, master en sciences du travail, master en sciences politiques et sociales, master en langues et lettres, master en sciences médicales, master en kinésithérapie et réadaptation

5. Secteur des services de Santé mentale

Fonction psychiatrique : psychiatre et pédopsychiatre : master en médecine avec spécialisation ou 3^e, 4^e ou 5^e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.

Fonction psychologique : master en sciences psychologiques, en droit, en logopédie, en sciences de la motricité (orientation générale), en criminologie, en sociologie et anthropologie, en sciences politiques et sociales, en sciences de la santé publique

Fonction sociale : assistant social, infirmier, infirmier social, assistant en psychologie, logopède, ergothérapeute et kinésithérapeute, éducateur spécialisé A1 : bachelier professionnaliste

Fonction d'accueil et de secrétariat : CESS

6. Secteur de l'accueil téléphonique

Directeur : master ou bachelier professionnaliste à orientation sociale, médicale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication

Responsable de la formation : master ou bachelier professionnaliste à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication

Secrétaire : CESS

7. Secteur des maisons médicales

Fonction d'accueil : bachelier ou CESS

Fonction de santé communautaire : master en médecine ou master ou bachelier à orientation sociale, paramédicale, psychologique ou pédagogique.

8. Secteur des centres de coordination et de soins à domicile

Fonction de coordinateur : bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale ou psychologique.

Fonction administrative : CESS

Fonction de directeur : master ou bachelier professionnalisant

9. Secteur des soins palliatifs et continués

Fonction universitaire : master à orientation psychologique, médicale ou sociale

Fonction de gradué : bachelier professionnalisant à orientation psychologique, paramédicale ou sociale

Fonction de secrétariat : CESS

10. Secteur des services « Espaces-Rencontres »

Fonction administrative : CESS ou CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

Fonction de gradué : bachelier professionnalisant à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique ou bachelier de transition donnant un accès direct au master en sciences psychologiques

Fonction universitaire : master en sciences psychologiques, master en sciences de la famille et de la sexualité, master en sociologie et anthropologie, master en criminologie, master en droit

Fonction de coordinateur : master ou bachelier

11. Secteur des services d'aide aux justiciables

Fonction psychologique : master en sciences psychologiques

Fonction sociale : bachelier professionnalisant

Fonction administrative : CESS ou CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

Fonction complémentaire universitaire : master en sciences de la famille et de la sexualité, master en sociologie et anthropologie, master en criminologie, master en droit

Fonction complémentaire non universitaire : bachelier professionnalisant à orientation sociale ou psychologique, de conseiller conjugal, d'infirmier social ou d'infirmier spécialisé en santé communautaire.

12. Secteur Insertion socioprofessionnelle

- Coordinateur pédagogique : bachelier professionnalisant ou CESS + dix ans d'expérience utile

- Formateur classe 1 : bachelier professionnalisant ou CESS + six ans d'expérience utile ou CESI + neuf ans d'expérience utile ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) + neuf ans d'expérience utile

- Formateur classe 2 : CESS ou assimilé (six ans d'expérience utile)

Par expérience utile, on entend :

- Pour les formateurs : une expérience au sein d'une entreprise du secteur professionnel concerné par les formations dispensées dans la réalisation de tâches impliquant un niveau de responsabilité suffisant.

- Pour les coordinateurs pédagogiques : avoir assumé durant une période de dix ans des tâches liées à cette fonction (conception et construction de systèmes de formation, développement de dispositifs adaptés aux orientations et objectifs à atteindre, coordination et gestion des actions et projets de formation)

13. Secteur Centres de jour et Centres d'hébergement

- Directeur : master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31 décembre 2000); bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique et trois ans d'expérience dans le secteur du handicap ou directeur subsidiaire au 31 décembre 2000.

- Sous-directeur : master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique, ou bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).

- Médecin généraliste : master en médecine,

- Médecin spécialiste : master en médecine avec spécialisation

- Psychologue : master en sciences psychologiques

- Pédagogue et Psychopédagogue : master en sciences de l'éducation

- Assistant en psychologie : bachelier professionnalisant

- Fonctions paramédicales : master (kinésithérapeute ou logopède), ou bachelier (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiologue, orthoptiste).

- Assistant social : bachelier assistant social

- Infirmier gradué : bachelier en soins infirmiers

- Infirmier gradué social : bachelier en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire

- Infirmier breveté : brevet d'infirmier ou d'assistant en soins hospitaliers.

- Educateur-chef de groupe : chef-éducateur ayant au moins une année de service dans cette fonction.

- Chef-éducateur : bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).

- Educateur - Classe 1 : bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique (ainsi que les éducateurs classe 1 assimilés et subsidiés à la date du 31 décembre 2000)

- Educateur - classe 2 : CESS ou assimilé (éducateur classe IIA ou IIB au 31 décembre 2000).

- Educateur - classe 3 : 6 P à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou certificat de formation d'aide familiale ou assimilé dans l'arrêté "Aide à domicile".

- Educateur - classe 4 : CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD).

- Secrétaire de direction : bachelier professionnalisaant octroyant ce titre.

- Comptable : bachelier professionnalisaant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1^{re} classe au 31 décembre 2000).

- Assistant comptable : CESS à orientation économique.

- Assistant administratif : CESS ou assimilé (rédacteur ou économe au 31 décembre 2000).

- Auxiliaire administratif : CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD).

- Technicien classe 1 : bachelier professionnalisaant à orientation électronique ou informatique.

- Technicien classe 2 : CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille).

- Technicien classe 3 : 6 P à orientation technique.

- Technicien chef d'équipe : technicien qualifié ayant la responsabilité d'une équipe de techniciens.

- Technicien qualifié : certificat de qualification ou certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.

- Technicien : pas d'exigence particulière

14. Secteur services d'accompagnement

- Directeur : master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique; bachelier professionnalisaant à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique et trois ans d'expérience dans le secteur du handicap.

- Accompagnateur classe 1 : bachelier professionnalisaant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.

- Accompagnateur classe 2 : CESS.

- Psychologue : master en sciences psychologiques

- Pédagogue : master en sciences de l'éducation

- Psychopédagogue : master en sciences de l'éducation

- Master en sciences familiales et sexologiques

- Master en sciences médico-sociales et hospitalières

- Master en travail social

- Master en criminologie

- Master en kinésithérapie et réadaptation

- Master en logopédie

- Infirmier gradué social : bachelier en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire

- Puéricultrice : brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire.

- Assistant en psychologie : bachelier professionnalisaant

- Assistant social : bachelier professionnalisaant

- Médecin spécialiste : médecin généraliste avec spécialisation.

- Secrétaire de direction : bachelier professionnalisaant octroyant ce titre.

- Comptable : bachelier professionnalisaant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand.

- Assistant administratif : CESS.

- Technicien qualifié : certificat de qualification ou certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.

- Technicien : pas d'exigence particulière.

15. Secteur service interprétation sourds

- Directeur : master ou bachelier professionnalisaant

- Assistant administratif : CESS.

- Technicien qualifié : certificat de qualification ou certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.

- Technicien : pas d'exigence particulière.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2009/724 de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009.

Par le Collège :

C. DOULKERIDIS,
Président du Collège en charge du Budget,

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Politique de la santé,
Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

E. KIR,
Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 1821

[C — 2010/31252]

10 DECEMBER 2009. — Besluit 2009/724 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Het college,

Gelet op het decreet van 27 april 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoold werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

Gelet op het decreet van 4 maart 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het decreet van 27 mei 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, zoals gewijzigd bij decreet van 6 juli 2001;

Gelet op het decreet van 5 maart 2009 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;

Gelet op het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op de adviezen van de afdelingen « Ambulante diensten », « Opvang », « Gehandicapten » en « Thuishulp en -verpleging » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor bijstand aan Personen en Gezondheid, respectievelijk gegeven op 28 mei, 4 en 17 juni en 10 september 2009;

Gelet op het advies van het tripartiet Comité van de sector van de socio-professionele inschakeling te Brussel, gegeven op 3 juni 2009;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de Begroting;

Gelet op het advies 46.940/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting, het Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap, het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin en het Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Bijlage II NM « Tabel van de referentieweddenschalen voor de gesubsidieerde functies » en bijlage III NM « Door de sector betoelaagde functies - vereiste diploma's en toegangsvoorwaarden » van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, worden vervangen door de aan dit besluit toegevoegde bijlagen 1 en 2.

Art. 3. In punt 3 van bijlage IV NM - Erkenningen berekening van de anciënniteit - van hetzelfde besluit, worden de woorden « de arbeiders en » geschrapt.

Art. 4. In punt 11, b) van bijlage V NM - Berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordeelen - van hetzelfde besluit, wordt het woord « arbeider » vervangen door het woord « technicus ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 6. Het College belast de Voorzitter van het College, die bevoegd is voor de Begroting, en de leden van het College, die bevoegd zijn voor het Gezondheidsbeleid, de Beroepsopleiding, de Sociale Actie, het Gezin en het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 december 2009.

Door het College :

C. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting,

B. CEREXHE,

Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin

Bijlage 1 bij besluit 2009/724 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicapten-sector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Bijlage II NM - Tabel van de referentieweddenschalen voor de gesubsidieerde functies.

Diploma's opgesteld vóór de toepassing van de Bologna-akkoorden, worden nog steeds in overweging genomen om uitsluitend de in deze bijlage opgenomen gesubsidieerde functies te valideren.

Zo wordt « HOBU » gelijkgesteld met « professionele bachelor » en « universitair of licentiaat » met « master ».

FUNCTIE	DIPLOMA OF KWALIFICATIE	WEDDESCHAAL	
Directeur, coördinator en onder-directeur	Master	1.80	1
Psycholoog, criminoloog, kinesitherapeut, sociooloog, jurist, seksuoloog...	Master	1.80	1
Huisarts	Master in de geneeskunde	1.80	1
Huisarts voor het gehandicaptenbeleid	Master in de geneeskunde	22 van het PC 319/2	11
Geneesheer-specialist (psychiater...)	Master in de geneeskunde met een specialisatie	1.80	1
Geneesheer-specialist (psychiater...) voor het gehandicaptenbeleid	Master in de geneeskunde met een specialisatie	23 van het PC 319/2	12
Directeur, coördinator of pedagogisch coördinator, onderdirecteur, opvoeder-groepschef	HOBU/professionele bachelor of gelijkgesteld	1.78 S 5 van het PC 329.02	2
Hoofdopvoeder	HOBU/professionele bachelor of gelijkgesteld	1.55/1.61/1.77 (+2 jaar)	3
Administratief personeel : econoom, boekhouder, directie-secretaris...	HOBU/professionele bachelor of gelijkgesteld	1.55/1.61/1.77	4
Opvoeder klasse 1, begeleider klasse 1 en technicus klasse 1; paramedisch gegradeerde, sociaal werker, assistent in de psychologie, verpleegkundige, maatschappelijke verpleegkundige, vormingsverantwoordelijke en gezinsadviseur klasse 1	HOBU/professionele bachelor of gelijkgesteld	1.55/1.61/1.77	4
Opvoeder klasse 2, begeleider klasse 2 en technicus klasse 2; gebreveteerde verpleegkundige	HSO of gelijkgesteld	1.43/1.55	5
Secretaris, administratief assistent of boekhouder, gezinsadviseur klasse 2	HSO of gelijkgesteld	1.39	6
Opvoeder klasse 3, opleider klasse 3 en technicus klasse 3; gezins- en bejaardenhulp; kinderverzorgster	6B of opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld	1.35	7
Hulpbediende	LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)	1.26	9
Opvoeder klasse 4	LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)	1.26	9
Werkmeester-technicus, werkmeester	Kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME	1.40	8
Geschoold technicus, geschoold arbeider, chauffeur	Kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME	1.26	9
Technicus, arbeider en huishoudhulp	Geen bijzondere vereisten	1.22	10
Opleider klasse 1	HOBU/professionele bachelor of gelijkgesteld	4.1 van de PC 329.02	14
Opleider klasse 2	HSO of gelijkgesteld	3 van de PC 329.02	13

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2009/724 van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009.

Door het College :

C. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting,

B. CEREXHE,

Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap,

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin

Bijlage 2 bij besluit 2009/724 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicapten-sector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Bijlage III NM. - Gesubsidieerde functies per sector - vereiste diploma's en toelatingsvooraarden.

Diploma's opgesteld vóór de toepassing van de Bologna-akkoorden, worden nog steeds in overweging genomen om uitsluitend de in deze bijlage opgenomen gesubsidieerde functies te valideren.

Zo wordt « HOBU » gelijkgesteld met « professionele bachelor » en « universitair of licentiaat » met « master ».

1. Sector gezinsplanning

Onthaalfunctie : alle functies behalve de administratieve functie

Medische en gynaecologische functie : master in de geneeskunde en in de geneeskunde met een specialisatie

Psychologische functie : master in de psychologische wetenschappen

Sociale functie : sociaal werker, maatschappelijk verpleegkundige of verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid : professionele bachelor

Juridische functie : master in de rechten

Functie van gezinsadviseur en gezinsbemiddelaar : professionele bachelor of HSO met opleidingsgetuigschrift

Administratieve functie : HSO

Seksuologische functie : master in de familiale en seksuologische wetenschappen

2. Sector centra voor globale sociale actie

Coördinerende functie : professionele bachelor

Sociale functie : sociaal werker, maatschappelijk verpleegkundige of verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid : professionele bachelor

Administratieve functie : HSO

3. Sector opvangtehuizen

Directiefunctie : master

Directiefunctie : professionele bachelor met sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering en drie jaar anciënniteit in de sector

Sociaal werker en verpleegkundige : professionele bachelor

Opvoeder klasse 1 : professionele bachelor met sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering

Opvoeder klasse 2 : HSO

Opvoeder klasse 3 : 6 B met sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of opleidingsgetuigschrift of gelijkgesteld voor de afgifte van een inschrijvingsattest dat toegang geeft tot de functie van gezins- of bejaardenhelper

Opvoeder klasse 4 : LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)

4. Sector druggebruik

Huisarts : master in de geneeskunde Psychiater : master in de geneeskunde met specialisatie of 3e, 4e of 5e jaar van een aanvullende master in volwassenen-psychiatrie

Secretariaat : HSO

Gegradueerde functie : professionele bachelor met sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering

Universitaire functie : master in de psychologische wetenschappen, master in de familiale en seksuologische wetenschappen, master in de sociologie en antropologie, master in de criminologie, master in de rechten, master in de filosofie, master in de informatie- en communicatiwetenschappen, master in de arbeidswetenschappen, master in de politieke en sociale wetenschappen, master in de taal- en letterkunde, master in de medische wetenschappen, master in de kinesitherapie en revalidatie

5. Sector diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Psychiatrische functie : psychiater en pedopsychiater : master in de geneeskunde met specialisatie of 3e, 4e of 5e jaar van een aanvullende master in volwassenen-psychiatrie

Psychologische functie : master in de psychologische wetenschappen, in de rechten, in de logopedie, in de wetenschappen van de motoriek (algemene oriëntering), in de criminologie, in de sociologie en antropologie, in de politieke en sociale wetenschappen, in de wetenschappen volksgezondheid

Sociale functie : sociaal werker, verpleegkundige, maatschappelijk verpleegkundige, assistent in de psychologie, logopedist, ergotherapeut en kinesitherapeut, gespecialiseerd opvoeder A1 : professionele bachelor

Onthaal- en secretariaatsfunctie : HSO

6. Sector teleonthaal

Directeur : master of professionele bachelor met sociale, medische, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie

Opleidingsverantwoordelijke : master of professionele bachelor met sociale, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie

Secretaris : HSO

7. Sector medische huizen

Onthaalfunctie : bachelor of HSO

Functie van gemeenschappelijke gezondheid : master in de geneeskunde of master of bachelor met sociale, paramedische, psychologische of pedagogische oriëntering.

8. Sector coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp

Coördinerende functie : professionele bachelor met sociale, paramedische of psychologische oriëntering

Administratieve functie : HSO

Directeursfunctie : master of professionele bachelor

9. Sector diensten voor palliatieve zorg en nazorg

Universitaire functie : master met psychologische, medische of sociale oriëntering

Gegradueerde functie : professionele bachelor met psychologische, paramedische of sociale oriëntering

Secretariaatsfunctie : HSO

10. Sector diensten « Ontmoetingsruimten »

Administratieve functie : HSO, LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)

Gegradueerde functie : professionele bachelor met sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering of overgangsbachelor die directe toegang verleent tot de master in de psychologische wetenschappen

Universitaire functie : master in de psychologische wetenschappen, master in de familiale en seksuologische wetenschappen, master in de sociologie en antropologie, master in de criminologie, master in de rechten

Coördinerende functie : master of bachelor

11. Sector Diensten voor forensisch welzijnswerk

Psychologische functie : master in de psychologische wetenschappen

Sociale functie : professionele bachelor

Administratieve functie : HSO, LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)

Aanvullende universitaire functie : master in de familiale en seksuologische wetenschappen, master in de sociologie en antropologie, master in de criminologie, master in de rechten

Aanvullende niet-universitaire functie : professionele bachelor met sociale of psychologische oriëntering, gezinsadviseur, maatschappelijk verpleegkundige of verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid

12. Sector Socio-professionele inschakeling

- Pedagogisch coördinator : professionele bachelor of HSO + tien jaar nuttige ervaring

- Opleider klasse 1 : professionele bachelor of HSO + zes jaar nuttige ervaring of LSO + negen jaar nuttige ervaring of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG) + negen jaar nuttige ervaring

- Opleider klasse 2 : HSO of gelijkgestelden (zes jaar nuttige ervaring)

Onder nuttige ervaring wordt verstaan :

- Voor de opleiders : ervaring opgedaan bij een onderneming van de professionele sector die betrokken is bij de opleidingen verstrekt in het kader van de vervulling van taken die een voldoende hoog verantwoordelijkheidsniveau veronderstellen.

- Voor de pedagogische coördinatoren : gedurende een periode van tien jaar taken hebben vervuld die verband houden met deze functie (ontwerpen en creëren van opleidingssystemen, ontwikkelen van hulpmiddelen aangepast aan de te bereiken oriënteringen en doelstellingen, coördinatie en beheer van de opleidingsacties en -projecten)

13. Sector dagcentra en onthaalcentra

- Directeur : master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering of gelijkgesteld (directeur universitair niveau in functie op 31 december 2000); bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering en drie jaar ervaring in de gehandicaptensector of gesubsidieerd directeur op 31 december 2000

- Onderdirecteur : master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering of bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse II en minstens tien jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum)

- Huisarts : master in de geneeskunde

- Geneesheer-specialist : master in de geneeskunde met specialisatie

- Psycholoog : master in de psychologische wetenschappen

- Pedagoog en psychopedagoog : master in de opvoedkunde - Assistent in de psychologie : professionele bachelor

- Paramedische functies : master (kinesitherapeut of logopedist), of bachelor (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, werderopvoeder in de psychomotoriek, audioloog, orthoptist)

- Sociaal werker : bachelor sociaal werk

- Gegradueerde verpleegkundige : bachelor verpleegkundige zorgverlening

- Gegradueerde maatschappelijke verpleegkundige : bachelor verpleegkundige zorgverlening met een specialisatie in gemeenschapsgezondheid

- Gebrevetteerde verpleegkundige : getuigschrift van verpleegkundige of ziekenhuisassistent

- Opvoeder-groepschef : hoofdopvoeder met minstens een jaar dienst in deze functie

- Hoofdopvoeder : professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse II en minstens vijf jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum)

- Opvoeder - klasse 1 : professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering (evenals de gelijkgestelde en op 31 december 2000 gesubsidieerde opvoeders klasse 1)

- Opvoeder - klasse 2 : HSO of gelijkgesteld (opvoeder klasse IIA of IIB op 31 december 2000)

- Opvoeder - klasse 3 : 6 B met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld overeenkomstig het besluit "Thuishulp"
- Opvoeder - klasse 4 : LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)
- Directiesecretaris : professionele bachelor die deze titel verleent
- Boekhouder : professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profit sector of gelijkgesteld (boekhouder klasse 1 op 31 december 2000)
 - Assistent-boekhouder : HSO met een economische oriëntering
 - Administratief assistent : HSO of gelijkgesteld (opsteller of econoom op 31 december 2000)
 - Hulpbediende : LSO of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad (GSOTG)
 - Technicus klasse 1 : professionele bachelor met een elektronica- of informaticaoriëntering
 - Technicus klasse 2 : HSO met een elektronica- of informaticaoriëntering of gelijkgesteld (opleiding Braille)
 - Technicus klasse 3 : 6 B met een technische oriëntering
 - Technicus-werkmeester : geschoold technicus die verantwoordelijk is voor een ploeg technici
 - Geschoold technicus : kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME
 - Technicus : geen bijzondere vereisten

14. Sector diensten voor begeleiding

- Directeur : master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering; professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering en drie jaar ervaring in de gehandicaptensector
 - Begeleider klasse 1 : professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
 - Begeleider klasse 2 : HSO
 - Psycholoog : master in de psychologische wetenschappen
 - Pedagoog : master in de opvoedkunde
 - Psychopedagoog : master in de opvoedkunde
 - Master in gezins- en seksuologische wetenschappen
 - Master in medisch-sociale en ziekenhuiswetenschappen
 - Master sociaal werk
 - Master in de criminologie
 - Master in de kinesitherapie en revalidatie
 - Master in de logopedie

- Gegradeerde maatschappelijke verpleegkundige : bachelor in de verpleegkunde met een specialisatie in gemeenschapsgezondheid

- Kinderverzorgster : getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd zijn voor een 6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
 - Assistent in de psychologie : professionele bachelor
 - Sociaal werker : professionele bachelor
 - Geneesheer-specialist : huisarts met een specialisatie
 - Directiesecretaris : professionele bachelor die deze titel verleent

- Boekhouder : professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profit sector

- Administratief assistent : HSO
- Geschoold technicus : kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME
- Technicus : geen bijzondere vereisten

15. Sector diensten voor dovenvertolkning

- Directeur : master of professionele bachelor
- Administratief assistent : HSO
- Geschoold technicus : kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME
- Technicus : geen bijzondere vereisten

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2009/724 van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009.

Door het College :

C. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting,

B. CEREXHE,

Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap,

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin